



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

insécurité dans certains quartiers

Question au Gouvernement n° 1210

Texte de la question

INSÉCURITÉ DANS CERTAINS QUARTIERS

M. le président. La parole est à Mme Sophie Auconie, pour le groupe UDI, Agir et indépendants.

Mme Sophie Auconie. Monsieur le Premier ministre, le ministre de l'intérieur a démissionné, vous transférant temporairement la responsabilité de ce ministère. Lors de la passation des pouvoirs, il a indiqué, de façon claire et objective, que des quartiers ne sont plus sous contrôle, si ce n'est celui des trafiquants et des voyous. (« Eh oui ! » parmi certains députés non-inscrits.) Selon l'ex-ministre de l'intérieur, l'État républicain n'est plus à la hauteur pour protéger les Français, malgré le travail remarquable, admirable et périlleux de nos gendarmes, de nos policiers et plus généralement de nos forces de l'ordre. (Applaudissements sur les bancs du groupe LR, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LaREM.) Ils sont sur le terrain pour lutter contre toutes les formes d'insécurité pour l'ensemble des Français. Nous voulons en profiter pour saluer leur travail remarquable au moment de l'arrestation de Redoine Faïd comme nous saluons la déclaration de Mme la garde des sceaux quant à la surveillance exceptionnelle dont doit faire l'objet ce type d'individu.

Vous comprendrez, monsieur le Premier ministre, que le constat dressé publiquement et longuement par l'ancien ministre de l'intérieur, réputé l'homme le mieux informé de notre République...

M. Régis Juanico. Tu parles ! Il ne connaissait même pas Benalla !

Mme Sophie Auconie. ... inquiète, même s'il est partagé par un grand nombre des députés ici présents mais aussi d'élus locaux qui dénoncent régulièrement cet état de fait. Ce constat interpelle les Français et laisse le sentiment d'une certaine forme de désarroi au sein même du Gouvernement, au moment où, plus que jamais, les Français comptent sur l'État pour garantir leur sécurité.

Monsieur le Premier ministre, partagez-vous ce constat alarmant ? Quoi qu'il en soit, notre groupe souhaite vivement que le ministère de l'intérieur retrouve un vrai patron, compétent et efficace

M. Christian Jacob. C'est-à-dire pas vous !

Mme Sophie Auconie. ... afin que les Français puissent penser que tout est fait et mis en œuvre pour garantir leur sécurité. (Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la cohésion des territoires. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Plusieurs députés du groupe LR . Ce n'est pas sérieux ?

M. Thibault Bazin. Quelle promotion ! Bravo !

M. Jacques Mézard, *ministre de la cohésion des territoires*. Madame la députée, vous avez raison de mettre l'accent sur un sujet qui nous interpelle tous. Vous avez déclaré il y a quelques jours, parlant de la commune de Saint-Avertin, qui vous est chère, que les Français en avaient assez des querelles politiciennes. Eh bien ! s'il est un sujet sur lequel nous devons être rassemblés, au-delà de nos différences de sensibilité, c'est effectivement sur la nécessité que la République reconquière ces quartiers.

Je l'ai déjà dit ici, c'est une responsabilité collective parce que ce sont des décennies au cours desquelles on a trop laissé ces quartiers de côté. Mesdames et messieurs les députés, il ne s'agit pas de traiter ces quartiers au kärcher : il s'agit de les respecter. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Il s'agit de redonner aux valeurs républicaines ce qui est essentiel, dans l'éducation, dans la santé, dans le budget. Nous vous proposerons dans quelques semaines d'augmenter le budget de la politique de la ville de 20 %. (Mêmes mouvements.)

Le dédoublement des classes, les emplois francs, le doublement des crédits de l'ANRU : ça c'est du concret ! Mais nous avons besoin d'être tous solidaires parce que c'est un enjeu républicain. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sophie Auconie](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (3^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1210

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Cohésion des territoires

Ministère attributaire : Cohésion des territoires

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 octobre 2018](#)